

Renseignements personnels

Nom : Bel Haj Hamouda

Prénom : Ajmi

Date et lieu de Naissance : 30 avril 1945 à Moknine, Tunisie

Profession

Avocat à la cour de cassation depuis 1985.

En exercice au barreau de Tunis depuis 1974.

Professeur universitaire à la faculté de droit et des sciences politiques (en exercice depuis septembre 1973 jusqu'à 2006).

Thématiques privilégiées

Droit pénal et procédure pénale, droit pénal international, droit Humanitaire, Coopération pénale internationale, droit de l'Homme, Instances Internationales, Droits de l'enfant.

Connaissances informatiques

Moyenne

Langues

Arabe : Lu, écrit, parlé (excellent)

Français : Lu, écrit, parlé (excellent)

Anglais : Lu, écrit, parlé (élémentaire).

Centres d'intérêt

Lecture, Histoire, Actualité.

Diplômes

	Baccalauréat de l'enseignement secondaire, Section Lettres.
1969	Licence en droit privé, mention très bien.
1969	Diplôme de l'ENA de Tunis.
1970	Diplôme d'études supérieures de sciences criminelles de la faculté de droit de Paris, Panthéon Sorbonne.
1970	Diplôme d'études supérieures de droit privé de la même faculté de Paris.
1972	Diplôme de l'Institut de Criminologie de Paris.
1973	Doctorat d'Etat de la même faculté de Paris, mention très bien.
1980	Agrégation de droit privé et des sciences criminelles (Président du Jury le doyen Jean Carbonnier).
1984	Professeur Universitaire (Président du Jury Philippe Fouchard, Gérard Farjat).

Carrière universitaire

1972	Assistant délégué à la faculté de Villeteuse (Paris Nord).
1971	Assistant délégué au centre juridique de Sceaux (Paris Sud).
1972	Assistant au laboratoire de langues Panthéon Sorbonne, Paris.
1972	Responsable de la salle de droit comparé de la faculté de droit de Paris Sorbonne.
1973	Maître assistant à la faculté de droit de Tunis.
1980	Maître de conférences – agrégé en droit à la faculté de droit de Tunis.
1984	Professeur d’université à la même faculté.

Sujet de Thèse de Doctorat d’Etat en Droit Pénal International et en Droit International Pénal :

L’occupation militaire et la justice pénale, Paris – Panthéon – Sorbonne, mention très bien et félicitations du Jury (Président du Jury, le professeur Georges Levasseur, 1973).

Spécialités dans l’enseignement

1973 à 2006	Droit pénal dans toutes ses branches (procédure, droit pénal interne, droit pénal international, droit des affaires, criminologie, sciences pénitentiaires, droit humanitaire).
1980	Droit civil : les obligations (contrat et responsabilité)
1978	Droit du travail.
2000	Droit de l’investissement et des affaires.
1973	Droit de la famille.
2000	Droit de l’Homme.
1995	Droits de l’enfant.

Spécialité dans le barreau depuis 1974

- Procès pénal
- Assurance et réparation
- Montage de sociétés
- Entreprises en difficulté
- Arbitrage interne et international
- Privatisation des entreprises publiques et des offices
- Notariat

Cours et conférences avec lieux d'affectation

1973 à 2006	Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis.
1980 à 1987	Cours de droit civil, le droit des obligations.
1973 à 1984	Cours de criminologie et des sciences pénitentiaires.
1982 à 2006	Cours de doctorat de droit pénal international et de droit international pénal.
1982 à 2006	Cours de doctorat de droit pénal général.
2000 à 2005	Cours de doctorat sur le droit des affaires.
1992	Cycles de conférences en troisième cycle de doctorat durant 6 mois à la faculté de Paris 7.
2005	Cycle de conférences en droit du commerce international à la faculté de droit de Montréal au Canada.
1978	Cycle de conférences sur les droits de la défense en droit pénal comparé, Constantine (Algérie).
1982 à 2002	Cycle de conférences en droit pénal, en procédure pénale et en droit pénal international à la faculté des sciences sociales de Toulouse (France) en plusieurs missions.
2001	Cycle de conférences à l'institut des sciences orientales de Rome sur les obligations, le Droit musulman et sur le Droit comparé (Italie).
2006	Cycle de conférences sur le droit international à l'école des cadres de la police nationale de Tunisie.
1995	Cycle de conférences à l'Institut de criminologie de l'université de Toulouse en France.

Sociétés savantes et activités académiques

2005	Secrétaire général de l'association tunisienne des sciences pénales et de droit pénal comparé et membre fondateur.
1983	Secrétaire général adjoint de l'association tunisienne de droit pénal.
2003	Rédacteur en chef de la revue tunisienne de droit.
1984	Membre de l'association internationale de droit pénal.
2000	Correspondant et représentant de la Tunisie auprès de l'institut international pour l'unification du droit privé (« Unidroit - Nations-Unies ») de Rome.
2001	Membre du centre de conciliation et d'arbitrage de Tunis.

1989 et 2000	Président du Jury d'agrégation de droit privé et des sciences criminelles à deux reprises.
2008	Membres de l'association tunisienne pour les Nations Unies.
2005	Collaborateur du centre de droit pénal international de l'université de Toulouse, soutenu par les Nations Unies.
1992, 2003, 2004	Président de plusieurs concours de recrutement d'assistants et de maîtres assistants en droit. Directeur de thèses de doctorat et de mémoires de recherche en troisième cycle de doctorat et en cotutelle.
1980	Membre du conseil scientifique de la faculté de droit de Tunis.
2010	Membre du conseil scientifique du conseil de l'ordre national des avocats de Tunisie.
Depuis 1974	Organisateur et animateur de plusieurs congrès et colloques à caractère national et international en droit et en criminologie.
1984	Président de la section de droit privé et des sciences criminelles de la faculté de droit de Tunis.
1977	Membre fondateur de l'association tunisienne d'arbitrage.
1995	Membre fondateur de l'association tunisienne transnationale.
1995	Rédacteur du code des droits de l'enfant tunisien (partie pénale).
1990	Membre du comité scientifique de la revue magrébine de droit.
2002	Président de l'équipe de recherche Tuniso-Française (partie tunisienne).
1989	Membre fondateur de la revue, les actualités juridiques tunisiennes.
2003	Président de l'équipe de recherche Tuniso-Italienne (partie tunisienne).

Activités scientifiques : Congrès, stages et tournées scientifiques :

En Tunisie, Maroc, Algérie, Lybie, Egypte, Liban, France, Belgique, Portugal, Malte, Etats-Unis d'Amérique, Canada, Autriche, Allemagne, Tchécoslovaquie, Bulgarie.

Concours Charles Rousseau : Simulation d'un procès en droit international : Membre du Jury, 2008.

Distinctions

1969 Prix du Président de la République en qualité de major de promotion en licence en droit.

2000 Insigne du mérite de l'enseignement supérieur.

Responsabilités universitaires

Depuis 1984 Directeur de département de droit privé et des sciences criminelles de la faculté de droit de Tunis, élu à quatre reprises, à chaque fois pour trois ans.

Intérim du doyen de la faculté de droit et des sciences politiques de Tunis.

2005 à 2005 Président de l'unité de recherche : Droit de l'entreprise de l'investissement et des affaires (LDEIA).

Activité dans la société civile

2010 Maître adjoint de la ville de la soukra « Banlieue de Tunis Capitale ».

2000 Membre honorifique d'une association sportive.

2002 Membre de la chambre de contrôle de la légalité des partis politiques auprès du tribunal administratif.

2004 Membre adhérent au centre de conciliation et d'arbitrage de Tunis.

2011 Stage de formation auprès de la Cour pénale internationale, mai 2011, et candidat à la liste des conseils auprès de la Cour pénale internationale.

Principales publications scientifiques et actes de colloques :

- COURS DE DROIT CIVIL « LE CONTRAT » (250 pages), 1980 à 1986.
- Aspects des droits de la défense (180 pages), 1976.
- La justice pénale, quelle évolution ? Ouvrage collectif, 2007.
- L'enfant et les familles nourricières en droit comparé, ouvrage collectif, 1997.
- L'instance en appel (Revue, numéro spécial), 1993.
- La justice du premier degré (Revue, numéro spécial), 1997.
- Le droit de la promotion immobilière, ouvrage collectif, 1989.
- Changement sociaux, criminalité et victimisation en Tunisie (ouvrage collectif), Unicri, Nations Unies, 1995.

- Les droits de l'enfant d'après la religion et la convention internationale sur les droits de l'enfant, 2001.
- Procédure pénale et droits de l'enfant, 1996.
- Evolution des droits de l'enfant, 1974.
- Immunité de juridiction, inviolabilité de l'hôtel de l'ambassade et chose jugée à l'étranger, 1973.
- La présomption d'innocence, 1995.
- Le silence de l'inculpé, 1988.
- L'asile politique, 1994.
- Ce droit pénal venu d'ailleurs, 2006.
- Le secret professionnel du banquier, 1978.
- Pour une meilleure compréhension de la libération conditionnelle, 1982.
- L'anthropomorphisme de la personne morale en droit pénal, 1995.
- Aspects de droit pénal dans le code des sociétés commerciales, 2005.
- La faute de gestion des dirigeants sociaux, 2008.
- Les sanctions pénales, 2008.
- Le principe de la légalité criminelle est-il encore actuel ?, 2009.
- Autorité de la chose jugée sur le civil, 2010.
- La chambre d'accusation, 1982.
- Les infractions en matière de stupéfiants, 1977.
- La femme prostituée, 1978.
- La responsabilité pénale de l'avocat, 2008.
- Les conflits conjugaux, aspects juridiques, 1989.
- La condition juridique des enfants à naître, 1998.
- Le contrat de leasing, 2005.
- Le droit de rétention dans le code des obligations, 1973.
- La volonté dans le processus contractuel ?, 2005.
- Les sources du code des obligations, 1996.
- Les conditions de validité du contrat, étude rétrospective, 1997.
- Préface à l'ouvrage sur le droit privé comparé, 2001.
- Evolution du droit médical face aux mutations, 2001.
- La franchise, formule de distribution en plein essor, 2007.
- Droit uniforme ; les principes d'UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international, 2007.

Les principaux colloques organisés ou animés :

- Le droit pénal à l'épreuve du terrorisme, 2002.
- L'instruction, 1992.
- Les délits de presse, 1987.
- La nullité des actes de l'Instruction, 1977.
- L'accès à la justice, 2004.
- Les droits de l'Homme et les garanties d'un procès équitable à l'occasion du 62^e anniversaire de la déclaration des droits de l'Homme, 2011.
- L'infraction transfrontière et la criminalité organisée.
- Droit pénal et expertise médicale, 1986.
- Les aspects nouveaux de la responsabilité internationale, 1996.
- La justice pénale, quelle évolution ?, 2007.
- Les fonctions de la justice et l'indépendance des magistrats, 1994.
- Criminalité et justice pénale dans le bassin méditerranéen, 1995.
- La réparation du dommage, 2000.
- Le juge et le traité, 2008.
- Le droit pénal des sociétés commerciales, 2002.
- Les droits fondamentaux dans la constitution : regards croisés, 2009.
- Table ronde avec atelier : séparation du sort de l'homme de celui de l'entreprise en difficulté économique, 2002.
- L'acculturation du droit ou l'influence des systèmes juridiques étrangers en droit privé, 2004.
- Le droit de la culture : Droit d'auteur et droits voisins, 1997.
- Démocratie et droits de l'Homme en Tunisie sur initiative de la commission européenne, 2002.
- Le monde carcéral et les droits de l'Homme, 1983.

Principaux travaux d'étude et de recherche

Droit pénal général (1982 à 2006)

N°	Thème
1	Le principe de la légalité
2	L'application de la loi pénale dans le temps
3	Le principe de non rétroactivité
4	Le concours des infractions et des peines
5	L'interprétation de la loi pénale
6	La qualification en matière pénale
7	La tentative

8	La complicité
9	La classification des infractions selon leurs formes d'exécution
10	L'intention criminelle
11	La Récidive
12	L'autonomie du droit pénal
13	La dépenalisation
14	La Médiation
15	L'infraction impossible
16	L'histoire de la responsabilité pénale
17	La responsabilité de la personne morale
18	La responsabilité pénale de l'enfant
19	La responsabilité pénale du chef d'entreprise
20	La responsabilité pénale du médecin
21	La responsabilité pénale et faillite de l'entreprise
22	La responsabilité pénale du fait d'autrui
23	La responsabilité pénale internationale
23bis	La responsabilité pénale et les immunités
24	Responsabilité pénale de l'avocat
25	La responsabilité pénale du commissaire aux comptes
26	La responsabilité pénale des auxiliaires de justice
27	L'irresponsabilité pénale pour causes subjectives
28	L'irresponsabilité pénale pour causes objectives

Droit pénal international (1982 à 2006)

N°	Thème
1	Les données du problème : <ul style="list-style-type: none"> - Développement de la criminalité - Criminalité organisée
	Définition : D.P. international D. international P.
2	L'asile politique
3	L'extradition
4	Non bis in idem L'effet négatif des décisions pénales étrangères
5	Application de la loi pénale dans l'espace
6	L'entraide policière : Interpol
7	Le terrorisme
8	Crimes de guerre
9	Crimes contre l'Humanité
10	Crimes contre la paix
11	Le tribunal de Nuremberg
12	Tribunal pour l'ex-Yougoslavie
13	Tribunal pour le Rwanda
14	La cour pénale internationale
15	La corruption et restitution des avoirs
16	L'immunité du chef de l'Etat
17	Le délit politique
18	Le crime en droit internationale public
19	Criminalité transnationale organisée

20	L'occupation militaire
21	Les trafics des stupéfiants
22	Le trafic des organes humains
23	Le trafic des enfants
24	Le vol des biens culturels
25	Les mandats de justice
26	Le juge et le traité
27	L'informatique et le droit pénal

* * *